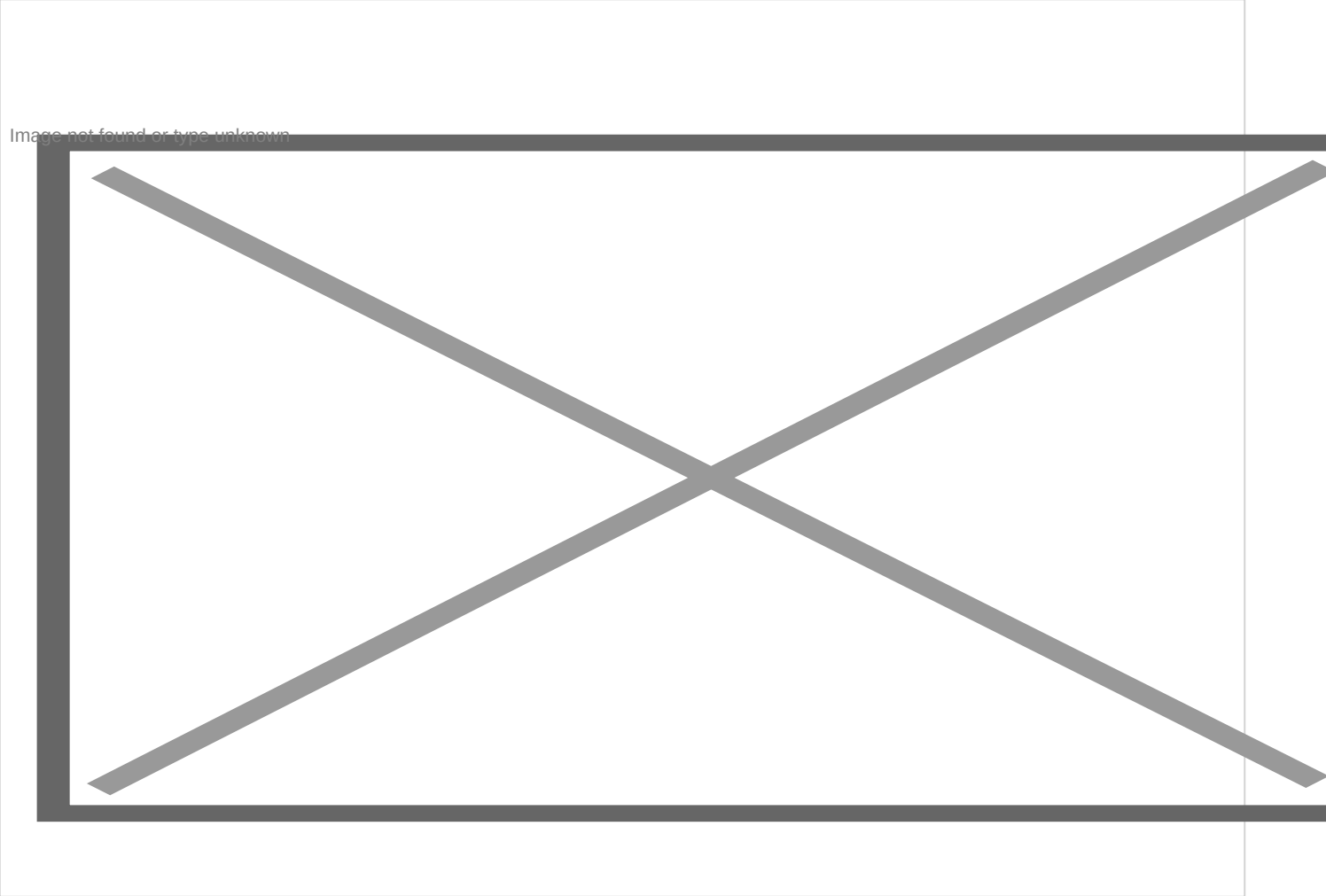
Politiquement correct, mais limité

Auteur: Guillermo Alvarado



Le département d'État nord-américain a publié lundi un communiqué annonçant l'assouplissement de certaines des mesures de renforcement du blocus contre Cuba. Ces mesures ont été dictées sous l'administration de l'ancien président Donald Trump dans le but d'asphyxier la nation caribéenne.

Comme on le sait, depuis 2019, la Maison Blanche a profité des problèmes réels causées par la pandémie de Covid-19, la crise internationale et la dépression économique mondiale pour renforcer encore le siège contre l'archipel antillais. Cela, chacun doit le savoir, a eu de graves conséquences sur la vie de la population.

Cuba, accompagnée de la quasi-totalité de la communauté internationale, a dénoncé cette politique devant les Nations Unies, sans que ces justes revendications ne trouvent une oreille attentive à Washington.

Lundi, l'administration Biden a annoncé des changements dans les domaines de la délivrance des visas, de la facilitation des visites familiales, et de l'approbation des vols vers les provinces cubaines,

actuellement limités à La Havane. L'augmentation du montant des transferts de fonds aux familles sur l'ile et l'autorisation des citoyens nord-américains à se rendre sur l'île ont été également rétablies.

Le ministère cubain des Affaires étrangères a souligné, dans une déclaration, qu'il s'agit d'un pas limité dans la bonne direction, mais que cela ne change en rien l'essence du blocus économique, commercial et financier.

Le document indique que dans le communiqué du département d'État, il est possible d'identifier certaines propositions faites par le président Joseph Biden lors de sa campagne électorale de 2020.

Celles-ci promettaient, rappelle la déclaration de la diplomatie cubaine, "d'atténuer les mesures inhumaines prises par l'administration Trump, qui a renforcé le blocus à des niveaux sans précédent et la politique de "pression maximale" appliquée depuis lors contre notre pays".

Cependant, la récente annonce de Washington ne revient pas sur les principales mesures adoptées par l'administration nord-américaine précédente et n'a pas d'impact réel sur la vie du peuple cubain.

L'inscription "arbitraire et frauduleuse de Cuba sur la liste du Département d'État des pays qui parrainent le terrorisme", l'un des principaux obstacles aux transactions commerciales et financières de la nation avec le reste du monde, reste intacte.

Ni les objectifs de la politique nord-américaine contre Cuba, ni ses principales décisions, n'ont changés, a assuré le ministère des Affaires étrangères à La Havane.

Les relations entre les deux pays ne seront normales que lorsque le blocus disparaîtra et que le puissant gouvernement nord-américain reconnaîtra le droit du peuple cubain à choisir, en toute liberté et souveraineté, son système politique, social et économique.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/288226-politiquement-correct-mais-limite

Radio Habana Cuba